

COMMENTAIRES DE LA SOCIETE TELE2 FRANCE SAS CONCERNANT LE PROJET DE DECISION PORTANT MODIFICATION DE LA DECISION N°05-0571 DU 27 SEPTEMBRE 2005 AFFERENTES AUX MARCHES DE LA TELEPHONIE FIXE

Dans le cadre de la transposition du second « paquet télécom » en droit français, l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ci-après l'« ARCEP » ou l'« Autorité ») a adopté, le 27 septembre 2005, la décision n°05-0571 visant à assurer la régulation des différents marchés de la téléphonie fixe.

Dans le cadre de cette décision, l'ARCEP a identifié les différents marchés pertinents, de détail et de gros, de la téléphonie fixe¹ et a désigné France Télécom comme opérateur disposant d'une influence significative (ou "puissant") sur ceux-ci. L'Autorité a alors imposé à cette dernière différentes obligations *ex ante* visant à assurer le développement concurrentiel des marchés considérés.

Estimant désormais que certains des marchés concernés par cette décision, à savoir les marchés de détail (et plus spécifiquement les marchés résidentiels des communications téléphoniques), seraient devenus concurrentiels, l'Autorité envisage de lever certaines des obligations *ex ante* ayant été imposées à France Télécom.

Dans ce contexte, l'ARCEP propose de modifier la décision n°05-0571 et soumet à consultation publique le projet de décision qu'elle entend adopter à cet effet.

Aux termes de ce projet de décision, l'ARCEP propose d'alléger les obligations suivantes :

- l'interdiction de pratiquer des couplages abusifs ;
- l'interdiction de pratiquer des tarifs excessifs ;
- l'interdiction de pratiquer des tarifs d'éviction ;
- la communication préalable des tarifs.

En effet, l'ARCEP propose que ces obligations ne soient plus appliquées sur les marchés résidentiels des communications téléphoniques, à l'exception des offres commerciales couplant des prestations d'acheminement des communications téléphoniques avec un service d'accès au réseau téléphonique.

¹ Sur la base des marchés 1 à 6 et 8 à 10 de la Recommandation du 11/02/2003 concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une réglementation *ex ante* conformément à la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques.

Par ailleurs, l'Autorité souhaite abroger l'obligation d'encadrement des tarifs des appels "fixe vers mobile".

Dans la lignée des différentes contributions qu'elle a déjà soumises à l'Autorité dans le cadre des différentes consultations publiques afférentes à la régulation des marchés de la téléphonie fixe, la société Tele2 France SAS (ci-après « Tele2 ») entend formuler les commentaires qu'appelle de sa part ce projet.

En premier lieu, Tele2 estime que la modification envisagée de la décision n°05-0571 est prématurée, les justifications avancées par l'ARCEP pour y procéder paraissant, à cet égard, insuffisantes et infondées (cf. point I).

En second lieu, Tele2 détaillera, pour chacune des obligations concernées par le présent projet de décision, les remarques que les aménagements proposés par l'ARCEP appellent de sa part (cf. point II).

I. LA MODIFICATION DE LA DECISION N°05-0571 PARAÎT PRÉMATURÉE ET LES JUSTIFICATIONS AVANCÉES PAR L'ARCEP INSUFFISANTES

A. Une modification prématurée et porteuse de risques d'inefficacité pour la régulation

L'horizon temporel d'analyse retenu par l'ARCEP pour sa décision n°05-0571 est de trois ans. Ainsi, les obligations *ex ante* précitées sont normalement applicables jusqu'au 1er septembre 2008.

Certes, l'Autorité avait pris le soin de préciser, dans cette même décision, que *"Toutefois si les obligations imposées sur les marchés de gros devaient influencer favorablement le développement de la concurrence sur ces marchés de détail dans un délai plus court, l'Autorité se devra, conformément au nouveau cadre, de revoir sa position et de modifier en conséquence les obligations imposées."*

Considérant aujourd'hui que tel est le cas, l'ARCEP envisage l'évolution des marchés de gros permet aujourd'hui de d'alléger la régulation applicable sur certains marchés de détail.

Tele2 ne peut que marquer sa surprise face à cette prise de position. En effet, si la volonté de l'ARCEP d'adapter au mieux la régulation des marchés pertinents du secteur des communications électroniques à leur évolution concurrentielle constitue un souci louable (et correspond aux objectifs posés par le second paquet télécom) il semble toutefois que la modification des obligations *ex ante* identifiées ci-dessus serait précipitée.

En premier lieu, il est surprenant que, alors qu'à peine un an s'est écoulé depuis l'adoption de la décision n°05-0571 (adoptée aux termes d'une analyse prospective), une refonte des obligations *ex ante* prévues dans cette dernière soit déjà nécessaire.

En second lieu, il aurait été préférable d'attendre qu'un délai plus long se soit écoulé avant d'envisager une modification des obligations *ex ante* posées par la décision n°05-0571 (et ce d'autant plus que l'Autorité ne fait état d'aucune urgence particulière pour justifier des modifications proposées, bien au contraire : cf. point B). En effet, une telle situation aurait éventuellement permis d'envisager une refonte globale de la régulation imposée sur ces différents marchés.

A cet égard, Tele2 entend rappeler que, tant pour les opérateurs que pour les différentes autorités concernées par le processus d'analyse des marchés, les procédures suivies sont particulièrement lourdes à gérer, notamment en termes de ressources. Aussi, dans un souci d'efficacité, il serait préférable de ne pas les multiplier si elles ne sont pas pleinement justifiées².

Le projet de décision présenté par l'ARCEP paraît donc précipité, et ce d'autant plus que les justifications avancées par l'Autorité pour motiver l'adoption des modifications qu'elle propose apparaissent discutables.

B. Les arguments avancés par l'ARCEP pour justifier la modification de son projet de décision sont discutables

Pour justifier son projet de décision, l'Autorité avance que : *"[...] la situation est différente sur les seuls marchés résidentiels des communications téléphoniques, à savoir les marchés définis aux articles 4 et 5, sur lesquels l'Autorité considère qu'un premier allègement des obligations de France Télécom est pertinent, ces marchés étant par nature les plus transparents et bénéficiant d'une offre de VGAST opérationnelle."*³

Si le lancement d'une offre de VGAST, réclamée depuis plus de cinq ans par Tele2, constitue indéniablement une avancée majeure pour le développement concurrentiel des marchés résidentiels de la téléphonie fixe, il convient toutefois d'observer qu'à la date où la consultation publique a été lancée, rien n'indiquait que l'offre de VGAST était effectivement opérationnelle.

S'il est exact que des processus d'expérimentation sont actuellement en cours, aucun opérateur métropolitain n'a annoncé publiquement de date pour le lancement commercial de services fondés sur la VGAST⁴. Ainsi, l'on voit mal comment l'ARCEP peut affirmer que l'offre de VGAST est opérationnelle. Au demeurant, ce terme d'offre "opérationnelle" revient à de nombreuses reprises dans ce projet de décision, sans jamais faire l'objet d'une définition précise. Dans la mesure où l'ARCEP affirme que l'offre de VGAST revêtirait ce caractère alors même qu'elle n'est pas encore commercialisée par les opérateurs alternatifs, Tele2 croit comprendre que l'ARCEP l'apprécie au regard de sa seule disponibilité auprès de France Télécom,

Or, un tel critère ne saurait être satisfaisant pour apprécier le caractère opérationnel d'une offre.

Tele2 entend rappeler que c'est France Télécom elle-même qui, dans le cadre des engagements pro-concurrentiels qu'elle a souscrits auprès de l'ARCEP en échange d'une hausse du prix de son abonnement téléphonique, a accepté

² Sur ce point, Tele2 déplore d'ailleurs, ainsi que cela a malheureusement été le cas à plusieurs reprises par le passé, que des consultations d'importance (cf. notamment la consultation publique lancée en parallèle à la présente consultation sur la dérégulation progressive des marchés de la téléphonie fixe) soient lancées durant la période estivale. Or, pendant les mois d'été, les équipes des opérateurs sont en effectifs plus réduits de sorte que les réponses aux consultations publiques de l'ARCEP ne peuvent pas être nécessairement préparées dans des conditions optimales, ce qui est regrettable, tant pour les opérateurs eux-mêmes, que pour la régulation en général.

³ Soulignements ajoutés par nos soins

⁴ Certes, l'opérateur Outremer Telecom a d'ores est déjà lancé une offre dans les départements d'outre-mer. Néanmoins, ceux-ci constituent, aux termes de l'analyse développée par l'ARCEP dans sa décision n°05-0571, des marchés géographiques distincts de celui afférent au territoire métropolitain.

le principe selon lequel l'offre de VGAST devrait être publiée "*au plus tard le 15 septembre 2005 pour une mise en œuvre effective au 1er trimestre 2006*"⁵.

Cette proposition a ensuite été reprise par l'ARCEP et matérialisée en tant qu'obligation réglementaire *ex ante* dans le cadre de la décision n°05-0571.

France Télécom était donc tenue de proposer une offre de VGAST au plus le 31 mars 2006 (et non pas le 1er avril 2006). L'ARCEP en convient d'ailleurs puisqu'elle indique, dans son projet de décision, que "*Cette offre de gros [l'offre de VGAST] est disponible, pour les accès analogiques, depuis le 1er avril 2006.*" On observera toutefois que si l'offre était effectivement "disponible", c'est-à-dire proposée théoriquement par France Télécom, cette offre n'était nullement "opérationnelle".

Dans ce contexte, la rapidité avec laquelle l'ARCEP envisage aujourd'hui d'alléger la régulation sur les marchés résidentiels de la téléphonie fixe fait planer le doute d'une régulation à deux vitesses selon que l'Autorité envisage de mettre en place de nouvelles obligations (avec un processus extrêmement long, comme ce fût le cas pour les obligations de séparation comptable et de comptabilisation de coûts) ou de les supprimer. Un tel décalage semble d'autant plus paradoxal que les obligations *ex ante* actuellement en place n'empêchent nullement France Télécom de se développer (celle-ci connaît d'ailleurs une situation florissante), alors que les retards dans la mise en œuvre de la régulation peuvent s'avérer particulièrement pénalisants pour les opérateurs alternatifs et, *in fine*, les consommateurs.

A ce jour, aucun opérateur n'a, semble-t-il, lancé de manière effective d'offres de détail basées sur l'offre de VGAST sur le territoire métropolitain. Le développement d'offres alternatives d'abonnement est donc, à l'heure actuelle, inexistant ou, à tout le moins, embryonnaire. En tout état de cause, ni l'ARCEP ni les opérateurs ne disposent du recul suffisant pour apprécier les avancées concurrentielles susceptibles d'être obtenues grâce à l'offre de VGAST.

Or, le développement effectif de cette offre est essentiel pour dynamiser le jeu concurrentiel sur les marchés résidentiels de la téléphonie fixe, ainsi que Tele2 a déjà eu l'occasion de le rappeler à de multiples reprises dans ses différentes contributions.

Aussi, du point de vue de Tele2, il serait préférable, plutôt que de se précipiter pour procéder à la modification de la décision n°05-0571, d'attendre encore quelques mois afin de pouvoir vérifier concrètement l'impact de l'offre de VGAST sur les marchés résidentiels de la téléphonie fixe.

A cet égard, Tele2 estimerait opportun, afin d'assurer une plus grande prévisibilité à la régulation, que cette notion "d'offre opérationnelle" (notion qui trouvera indéniablement à s'appliquer dans le futur pour d'autres marchés) fasse l'objet d'une définition précise et objective de la part de l'ARCEP. Ainsi, Tele2 estime qu'une offre ne devrait être considérée comme opérationnelle qu'à partir du moment où elle aura été commercialisée par au moins deux

⁵ cf. Avis de l'ARCEP n° 05-0127 en date du 3 février 2005 sur la décision tarifaire n° 2004168 de France Télécom relative à la modification des frais de mise en service, du prix mensuel d'abonnement et du prix des communications nationales relatif aux contrats « Abonnement Principal » et « Abonnement Social ».

opérateurs alternatifs depuis plus de 18 mois par exemple, ou encore lorsque ces offres alternatives auront conquis plus de 15% d'abonnés. Seule la prise en compte de tels critères, reflétant effectivement l'impact d'une telle offre sur le marché, permettrait de s'assurer objectivement du caractère opérationnel d'une offre de gros proposée par l'opérateur disposant d'une influence significative sur le marché de gros en amont.

II. LES COMMENTAIRES DE TELE2 SUR LES DIFFERENTS AMENAGEMENTS ENVISAGES PAR L'ARCEP

Si Tele2 rejoint l'Autorité sur la nécessité de maintenir l'obligation *ex ante* relative à la proscription des pratiques discriminatoires, elle est, en revanche, d'un tout autre avis pour ce qui concerne les autres aménagements envisagés concernant :

- l'interdiction des couplages abusifs,
- l'interdiction de pratiquer des tarifs excessifs,
- l'interdiction de pratiquer des tarifs d'éviction,
- l'obligation de communication préalable des tarifs,
- l'encadrement des tarifs des appels vers les mobiles,
- l'obligation de comptabilisation des coûts.

Dans un souci de clarté, Tele2 examinera successivement les différentes obligations *ex ante* concernées par le présent projet de décision.

A. L'obligation *ex ante* relative à la proscription des pratiques discriminatoires

L'Autorité estime qu'il convient, à ce stade, de maintenir l'obligation de non discrimination sur les marchés résidentiels de détail des communications téléphoniques. Tele2 est tout à fait favorable à cette solution.

Tele2 entend d'ailleurs rappeler que les risques avancés par l'ARCEP pour son maintien, à savoir la mise en œuvre, par France Télécom, de pratiques discriminatoires pour exercer soit une politique de fidélisation de clientèle, particulièrement ciblée sur la frange concurrentielle du marché concerné, soit une politique ciblée de reconquête des clients perdus, sont bien réels.

L'obligation *ex ante* relative à la proscription des pratiques discriminatoires semble d'autant plus nécessaire qu'en l'état actuel du droit positif, le droit de la consommation ne sanctionne pas en tant que telles les pratiques discriminatoires mises en œuvre au détriment des consommateurs. En effet, seules les pratiques discriminatoires mises en œuvre à l'encontre des professionnels sont condamnées *per se*.

Ainsi, à défaut d'existence d'une obligation *ex ante* spécifique sur ce point, France Télécom aurait toute latitude pour se livrer à des pratiques discriminatoires à l'égard de ses clients résidentiels.

Il est donc primordial que cette obligation soit maintenue sur les marchés résidentiels de la téléphonie fixe.

B. L'obligation *ex ante* relative à l'interdiction de pratiquer des couplages abusifs

Pour les raisons évoquées au point I.A, Tele2 aurait souhaité que l'obligation *ex ante* relative à l'interdiction de pratiquer des couplages abusifs soit maintenue pour l'ensemble des marchés résidentiels de la téléphonie fixe.

Si l'Autorité devait néanmoins adopter en l'état son projet, la solution retenue visant à maintenir cette interdiction pour les offres couplant prestation d'accès et communications téléphoniques constitue un minimum pour préserver la concurrence sur ces différents marchés.

C. L'obligation *ex ante* relative à l'interdiction de pratiquer des tarifs excessifs

Tele2 n'a pas de commentaire particulier à formuler sur cette proposition.

D. L'obligation *ex ante* relative à l'interdiction de pratiquer des tarifs d'éviction

L'ARCEP justifie la suppression de l'interdiction de pratiquer des tarifs d'éviction par la mise en place d'une modélisation des coûts de fourniture des communications téléphoniques par un opérateur alternatif efficace.

Si l'instauration d'un tel modèle constitue une indéniable avancée pour la régulation, elle ne pourra, toutefois, être effective que si les opérateurs alternatifs disposent des informations indispensables pour l'utilisation de ce modèle. Aussi, un soin particulier devrait être apporté à l'information des opérateurs tiers sur les conditions de fourniture, notamment tarifaires, des offres de France Télécom. A cet égard, des aménagements s'agissant de l'obligation d'information que l'ARCEP entend substituer à l'obligation de communication préalable semblent nécessaires (cf. point E.2).

En tout état de cause, la seule existence de ce modèle ne paraît pas de nature à se substituer à une obligation d'interdiction de pratiquer des tarifs d'éviction. S'il peut, certes, aider les opérateurs alternatifs à rapporter la preuve de l'existence de telles pratiques, encore faut-il que ces derniers disposent de l'ensemble des informations permettant "d'alimenter" ce modèle. Or, malgré le souci de transparence de l'ARCEP sur ce point, il n'en demeure pas moins que les opérateurs alternatifs ne disposent pas des mêmes moyens que l'ARCEP pour obtenir lesdites informations. En particulier, la conception large adoptée par l'ARCEP des informations relevant du secret des affaires conduit à limiter celles pouvant être utilisées par les opérateurs dans le cadre du modèle précité. En conséquence, Tele2 estime nécessaire que cette obligation soit maintenue.

Par ailleurs, Tele2 est préoccupée par l'évolution théorique de ces modèles de coûts. En effet, alors que les paramètres de ces modèles étaient, initialement, fixés de manière à refléter la situation rencontrée par un nouvel entrant sur le marché considéré, ces modèles évoluent afin de prendre en compte la notion d'opérateur efficace. Si, la référence à un tel opérateur ne peut, en théorie, qu'être approuvée, Tele2 constate que les paramètres pris en compte pour ce faire ne reflètent toutefois pas la situation des opérateurs nouveaux entrants les plus efficaces sur le marché. Ainsi, ce modèle postule que le réseau est complètement optimisé, le trafic optimal, les offres convergentes sont d'ores et déjà disponibles, etc. Dans ce contexte et en pratique, il semble que l'opérateur efficace pris en considération dans ce modèle soit un opérateur en monopole, sans aucun concurrent et totalement intégré. Il en résulte donc une inadéquation de ce modèle avec la situation que rencontrent les opérateurs alternatifs. Ce modèle risque donc de s'avérer inefficace pour protéger les opérateurs alternatifs contre les pratiques tarifaires mises en œuvre par France Télécom et qu'ils ne pourront pas, en pratique, répliquer (même si elles ne font pas apparaître de ciseau tarifaire en vertu de ce modèle). Il semblerait également nécessaire d'ajuster les paramètres de ce modèle afin de le rendre plus réaliste au regard de la situation rencontrée par les opérateurs alternatifs, en partenariat avec ces derniers.

E. L'obligation *ex ante* relative à l'obligation de communication préalable

L'ARCEP envisage de supprimer l'obligation pesant sur France Télécom de communiquer préalablement à l'ARCEP ses tarifs pour ses offres de communications à destination des marchés résidentiels, dès lors que celles-ci ne sont pas couplées avec des prestations d'accès.

Du point de vue de Tele2, cette proposition serait préjudiciable pour la bonne régulation des marchés (cf. point 1). Par ailleurs, si celle-ci devait néanmoins être néanmoins maintenue par l'ARCEP, il conviendrait alors d'apporter quelques aménagements à l'obligation de communication pour information que l'ARCEP propose d'adopter en contrepartie (cf. point 2).

1. L'obligation *ex ante* de communication préalable doit être maintenue

Selon Tele2, le maintien de l'obligation de communication préalable est particulièrement nécessaire.

En effet, comme l'a relevé l'ARCEP dans le cadre de sa précédente analyse, "la simple imposition de l'obligation de non discrimination et des interdictions de couplage abusifs, de prix excessifs et de prix d'éviction n'est pas suffisante pour que ces obligations soient systématiquement mises en œuvre par France Télécom. En l'absence d'une procédure de communication préalable, il est probable que France Télécom commercialiserait des prestations qui ne pourraient ne pas respecter les obligations imposées par l'Autorité, et qu'il faudrait attendre l'issue d'une procédure de sanction pour que France Télécom retire ou modifie ces offres au détriment des acteurs du secteur et des consommateurs."

Or, nonobstant les aménagements proposés par l'ARCEP, cette analyse demeure totalement pertinente, et ce d'autant plus que l'ARCEP n'envisage pas de modifier certaines obligations, au premier rang desquelles figure l'obligation de non discrimination. Sur ce point, l'ARCEP considère que l'obligation de comptabilisation des coûts permettra de s'assurer que l'obligation de non discrimination sera respectée. Tele2 ne partage pas cette opinion. En

effet, alors que la communication préalable autorise un contrôle *a priori*, l'obligation de comptabilisation des coûts ne permet qu'une vérification *a posteriori*. En conséquence, avec un tel système, les difficultés précédemment relevées par l'ARCEP ne manqueront pas de surgir puisqu'il y aura un décalage entre la mise en œuvre d'une pratique contrevenant à l'obligation de non discrimination, son constat et son éventuelle sanction. Le dispositif de contrôle sera ainsi privé d'une grande part de son efficacité.

Dans ce contexte, il semble qu'une intervention *a priori* demeure à privilégier.

En outre, un tel contrôle *a posteriori* ne permettrait pas de rétablir le *statu quo ante*. Les perturbations de marché occasionnées par la mise en place d'offres anticoncurrentielles - et les préjudices causés aux opérateurs alternatifs - sont rarement réparés (à tout le moins dans leur intégralité). Aussi, pour le développement vertueux du marché, il semble nettement préférable de continuer à privilégier la mise en œuvre d'un contrôle *a priori*.

La suppression de l'obligation de communication préalable constituerait une solution d'autant moins adaptée que :

- Cette obligation va demeurer applicable aux offres couplant prestations d'accès et communications téléphoniques
- L'Autorité entend imposer à France Télécom une obligation de communication pour information afin de lui permettre d'apprécier le respect, par cette dernière, des obligations lui incombant sur les marchés de gros.

Au final, si l'on devait suivre les propositions de l'ARCEP, les contraintes matérielles pesant sur France Télécom resteraient inchangées puisque les informations doivent être dans les deux cas communiquées préalablement. Toutefois, l'efficacité procédurale (mise en place de deux procédures au lieu d'une seule actuellement) et réglementaire (augmentation des délais pour constater une éventuelle infraction sur les marchés de gros) serait fortement amoindrie, sans pour autant que ces changements soient véritablement justifiés.

Tele2 estime donc plus que préférable que l'obligation de communication préalable soit maintenue en l'état pour l'ensemble des prestations offertes sur les marchés résidentiels de la téléphonie fixe.

2. La nécessité d'amender l'obligation de communication pour information si l'obligation de communication préalable devait être supprimée

L'obligation de communication préalable permet à l'ARCEP non seulement de contrôler les pratiques de France Télécom sur les marchés de détail mais également de s'assurer du respect, par cette dernière, des différentes obligations qui lui incombent au titre de la régulation des marchés de gros (en particulier l'absence de discrimination).

Si l'obligation de communication préalable venait à être supprimée, l'ARCEP ne disposerait ainsi plus des informations nécessaires au contrôle de la bonne application des obligations précitées. Face à cette difficulté, l'Autorité propose donc d'imposer à France Télécom une obligation de communication pour information.

Si ce remède semble effectivement indispensable au cas où l'obligation de communication préalable serait effectivement levée, il n'en demeure pas moins que cette obligation, telle qu'elle est actuellement prévue, paraît insuffisante à Tele2.

En effet, si l'obligation de communication préalable permettait aux opérateurs tiers d'être avertis des grandes évolutions des offres de France Télécom, sa suppression va considérablement réduire les possibilités d'informations des opérateurs tiers.

Cette information est pourtant primordiale puisqu'elle permet aux opérateurs alternatifs de détecter d'éventuelles comportements anticoncurrentiels et de les signaler à l'Autorité, voire de faire valoir auprès de cette dernière leur propre analyse d'une offre de France Télécom qu'ils estiment contestables. A titre d'exemple, on peut citer l'avis n°06-0611 en date du 22 juin 2006 rendu à propos de l'offre promotionnelle Optimale 8 MégaMax.

Cette offre propose au consommateur de souscrire un forfait incluant un service d'abonnement téléphonique, un forfait de communications téléphoniques et un accès à Internet haut débit

Or, à sa date de lancement, cette offre n'était pas techniquement répliquable par les opérateurs alternatifs, faute pour ces derniers de pouvoir effectivement lancer des offres de détail basées sur l'offre de VGAST. Au surplus, l'ARCEP n'a pas été en mesure de s'assurer que cette offre n'induisait pas, compte tenu du tarif auquel elle était proposée, un effet de ciseau tarifaire au préjudice des opérateurs alternatifs.

Si l'ARCEP a toutefois fait le choix – discutable pour Tele2 - d'autoriser la commercialisation de cette offre, compte tenu notamment du fait que cette dernière était limitée à 50.000 abonnés, l'obligation de communication préalable a permis aux opérateurs alternatifs d'être informés de son lancement et de faire valoir leur point de vue à l'Autorité, afin de la sensibiliser aux problématiques susceptibles d'être soulevées par la multiplication des offres promotionnelles de ce type.

Il semble donc indispensable que l'Autorité publie régulièrement les informations qui lui seront ainsi transmises (éventuellement expurgées des secrets d'affaires) pour assurer le maintien d'une certaine transparence vis-à-vis des opérateurs alternatifs. Par ailleurs, il conviendrait de prévoir la possibilité, pour les opérateurs tiers qui justifieraient d'un intérêt légitime, d'avoir accès à ces informations au cas par cas.

Enfin et en toute hypothèse, il serait souhaitable que l'intégralité des informations détenues par l'ARCEP au titre de cette communication pour information soient transmises de manière automatique aux autorités de concurrence (et notamment au Conseil de la Concurrence) lorsqu'elles sont saisies d'une demande tendant à constater le caractère anticoncurrentiel d'une offre entrant dans le champ d'application de cette obligation *ex ante*.

F. L'obligation *ex ante* relative à l'encadrement des tarifs des appels vers les mobiles

Tele2 n'a pas de commentaires particuliers à formuler sur cette question, hormis qu'elle rappelle qu'aucun MVNO de dispose actuellement de revenu entrant associé à ses services.

G. L'obligation *ex ante* relative à la comptabilisation des coûts

La mise en place de cette obligation *ex ante* est un élément positif pour la régulation de l'ensemble des marchés des communications électroniques. Tele2 déplore seulement que cette obligation n'ait pu être mise en place plus rapidement.

En outre, si la mise en œuvre de cette obligation est nécessaire au fonctionnement du jeu concurrentiel sur ces marchés, elle ne saurait être considérée comme suffisante pour le garantir. En effet, cette obligation ne permet de détecter un éventuel comportement anticoncurrentiel qu'*a posteriori* et suppose, de la part de l'ARCEP, une vigilance toute particulière. L'existence de cette seule obligation ne saurait donc justifier la suppression des autres obligations *ex ante* susceptibles de peser sur France Télécom, bien au contraire. Pour de plus amples détails sur ce point, Tele2 renvoie à sa réponse à la consultation publique initiée par l'ARCEP s'agissant de cette obligation.